

Pour une politique européenne des modes de vie

Victor Scardigli

La « crise » a donné un regain d'actualité à la recherche d'un « autre modèle » de développement économique et social. Or, autant les modèles alternatifs proposés à ce jour abondent en théories savantes sur le changement des structures économico-politiques, autant ils restent muets sur les détails les plus concrets du mode de vie qui résulterait de ces choix globaux.

Les neuf pays de la Communauté européenne réunissent, quant à eux, une grande diversité de modes de vie. Comment vont évoluer ces modes de vie dans les prochaines décennies ? A la suite d'une étude menée sur ce thème pour les Communautés européennes, V. Scardigli s'efforce de répondre à cette question. Quarante ans, ancien directeur au Centre de Recherches pour l'étude et l'Observation des Conditions de Vie (CREDOC), il est actuellement membre du Comité National de la Recherche Scientifique, à Paris



Au premier abord, la diversité des modes de vie est extrême. Mosaïque de peuples, de cultures et de langues, l'Europe occidentale se révélerait très diverse à l'observation ethnologique et à l'analyse historique. Il est clair, en tout cas, que les habitudes et les conditions de vie, comme les valeurs et les aspirations coïncident rarement avec les frontières des États ; par certains de ces aspects, un mode de vie peut être transnational et, par d'autres, régional, voir local.

La multitude des clivages se réduit si l'on accepte une définition socio-économique du mode de vie, considéré comme la façon dont les membres d'un groupe organisent leurs activités, quotidiennes et au long de leur cycle de vie, en fonction du mode de production qui leur impose un cadre économique, spatial et institutionnel. On peut alors distinguer ces formes de sociétés : à un extrême, le cadre de vie rurale reste prépondérant et les valeurs traditionnelles influencent encore ces régions économiquement peu développées ; à l'autre, la concentration et la division du travail sont poussées à l'extrême, elles provoquent une ségrégation des espaces et des temps (c'est-à-dire une urbanisation intense et une coupure radicale entre les lieux et moments de travail et le temps hors-travail, le loisir, la nature), elles induisent d'importantes dépenses en temps et en argent pour se plier aux impératifs de mobilité géographique et professionnelle, elles imposent une sur-consommation abondante. Cette typologie permet d'illustrer deux faits.

Mode de vie méditerranéen contre mode de vie septentrional

La géographie des modes de vie retrace l'histoire des luttes d'influence entre cultures et régions. La répartition des modes de vie n'est pas statique : les régions pauvres, encore rurales et situées à la périphérie, abandonnent peu à peu la diversité de leurs valeurs et leurs pratiques, pour adopter celles des régions riches, fortement industrialisées et situées au centre de gravité économique de l'Europe occidentale. On observe, en particulier, la domination progressive d'un mode de vie septentrional, au détriment d'un mode de vie méditerranéen. Après la conquête du monde par les vieilles cultures méditerranéennes, véhiculées par les troupes romaines puis par la religion catholique, c'est, en quelque sorte, la revanche pacifique des cultures germaniques (au sens large, incluant les cultures scandinave, anglo-saxonne et néerlandaise), relayées par les valeurs du protestantisme et du libéralisme économique.

Dans le mode de vie septentrional, on peut avancer que l'éthique protestante incite à valoriser le travail, l'accumulation, l'effort à long terme, le temps, la pensée, la vie intérieure ; on effectue une forte coupure entre le monde du travail et la vie privée, qui se déroule au sein d'un logement auquel on accorde une grande importance en temps et en dépenses d'équipement. On valorise le progrès, l'efficacité, la technicité, le fonctionnel, le dépouillement, les repas frugaux ; on réprime l'ostentation des richesses et des différences de rang, la jouissance des sens et l'expression publique des sentiments. Le statut de la femme est voisin de celui de l'homme. On croit à une certaine égalité dans la participation de tous aux fruits de la croissance ; on recherche la co-gestion de l'entreprise ; les tensions sociales sont voilées.

A l'inverse, le mode de vie méditerranéen accorde peu d'importance à la vie intérieure et plus à la vie en groupe, aux arts d'expression. Le travail est, comme dans toute société traditionnelle, intégré au reste de la vie quotidienne, et n'a pas pour but le progrès. Les loisirs sont pris à l'extérieur du logement. On valorise le style baroque et l'exubérance des sentiments ; la règle est à l'ostentation des richesses et du bonheur, réels ou supposés, à la jouissance des sens et à la bonne chère. L'infériorité de la femme reste forte. Les inégalités sociales, volontiers étalées, provoquent des tensions sociales plus ouvertes, des positions politiques plus radicales, et un refus de partager le pouvoir, aussi bien par les salariés que par la classe dirigeante.

Il s'agit là, bien entendu, de stéréotypes, parfois caricaturaux et qui ne s'observent pas tous dans les mêmes régions ; mais ils comportent une part de vérité, comme l'indiquent les rares analyses disponibles au niveau des modes de consommation ou des conflits du travail.

Une culture unique appauvrissante

Le mode de vie post-industriel est le destin commun à la plupart des régions ouest-européennes. Le progrès technique, la massification de la production, ont conduit l'Europe occidentale vers l'abondance. Cette abondance tant désirée assurera la satisfaction d'immenses besoins d'épanouissement de la personne, aussi bien que de solidarité sociale.

Mais l'accélération économique sans précédent des trente dernières années aura été obtenue au prix de bouleversements dont on commence à peine à observer les conséquences sociales.

Au niveau des régions, on constate un appauvrissement du patrimoine socio-culturel. Un même mode de production et de vie, caractéristique d'une transition vers les formes de sociétés post-industrielles, s'étend de Gênes et Marseille jusqu'à Copenhague et Glasgow, tandis que les formes traditionnelles, méridionales et extrême-occidentales, se trouvent rejetées en marge du monde industrialisé, vers les régions rurales pauvres.

L'homogénéisation des modes de vie représente un immense appauvrissement pour la culture européenne ; la marginalisation des modes de vie « dominés » peut aussi conduire à des tensions politiques qui remettraient en cause l'Europe des Neuf.

Au niveau des individus : bouleversement des cadres et des rythmes sociaux. L'un des problèmes les plus graves est sans doute l'accélération des changements, que l'individu ne parvient plus à maîtriser. Les personnes âgées sont perdues devant le bouleversement du cadre de vie urbain et des modes de raisonnement qui leur étaient familiers, devant l'obsolescence des valeurs qu'elles cultivaient : le labeur, la parcimonie. Les ruraux des régions périphériques de l'Europe sont projetés brutalement du Moyen Âge dans les zones d'industrialisation nouvelle. Les travailleurs peu qualifiés, ceux d'âge mûr, s'adaptent mal à l'exigence d'une reconversion professionnelle de plus en plus fréquente, d'une mobilité géographique de plus en plus forte.

C'est encore plus largement le cas des individus qui, leurrés par le « progrès », ont rompu avec leur milieu, leur famille ou leur petit pays d'origine, avec la religion ou la morale traditionnelle et qui se retrouvent déracinés, sans attache et sans but, prédisposés à la pathologie sociale et mentale. Seule surnage la famille nucléaire, à son tour mise en péril par le nouveau rôle qu'on lui demande de jouer, d'écran protecteur contre la société.

La dynamique industrielle a conduit aussi à une démesure du cadre de vie, qui engendre une perte de pouvoir pour l'individu, un sentiment d'impuissance et d'inutilité.

Le gigantisme des conurbations comme des entreprises modernes éloigne les centres de décision du travailleur, de l'habitant, du citoyen ; l'individu n'a plus prise sur l'aménagement concret de son poste de travail ou de son quartier, sur les équipements collectifs ou les biens de consommation dont il a besoin chaque jour. Il s'y ajoute l'impossibilité d'être satisfait de son travail : car les emplois peu qualifiés restent aussi nombreux et interdisent toute créativité, alors que les aspirations de l'individu se sont considérablement développées, en même temps

que son instruction et ses capacités professionnelles.

A cette crise d'une civilisation de plus en plus aliénante s'ajoute la permanence de l'injustice.

Notre développement industriel poussé a coïncidé avec une exploitation accrue de l'homme par l'homme. Si le niveau de vie moyen s'élève considérablement, les inégalités perdurent au sein de nos pays, dotés d'une politique sociale active, mais qui laissent leur système de production produire sans cesse de nouveaux pauvres. A cette exploitation au sein des pays développés, s'ajoute celle de la division internationale du travail : ce nouveau moyen pour poursuivre notre croissance nous fait porter une responsabilité collective face à l'ensemble du Tiers Monde.

La complexité croissante de nos sociétés pose enfin des problèmes « techniques » de plus en plus difficiles, au niveau de contradictions ou d'incohérences économiques ou psychologiques. Le ralentissement de la démographie et l'allongement des temps non productifs (scolarité, congés, retraite), le développement du budget social des États, aboutissement à faire supporter par les actifs une charge considérable. Les aspirations massives à l'hédonisme et à l'épanouissement individuel ne peuvent être durablement conciliées avec l'effort productif qu'exige pourtant la satisfaction des besoins nouveaux. L'allergie au travail aurait pour remède l'abolition de la division des tâches, ce qui saperait un des fondements du progrès économique. L'urbanisation détruit une nature dont l'ère post-industrielle voudrait nous faire enfin profiter ; le retour à

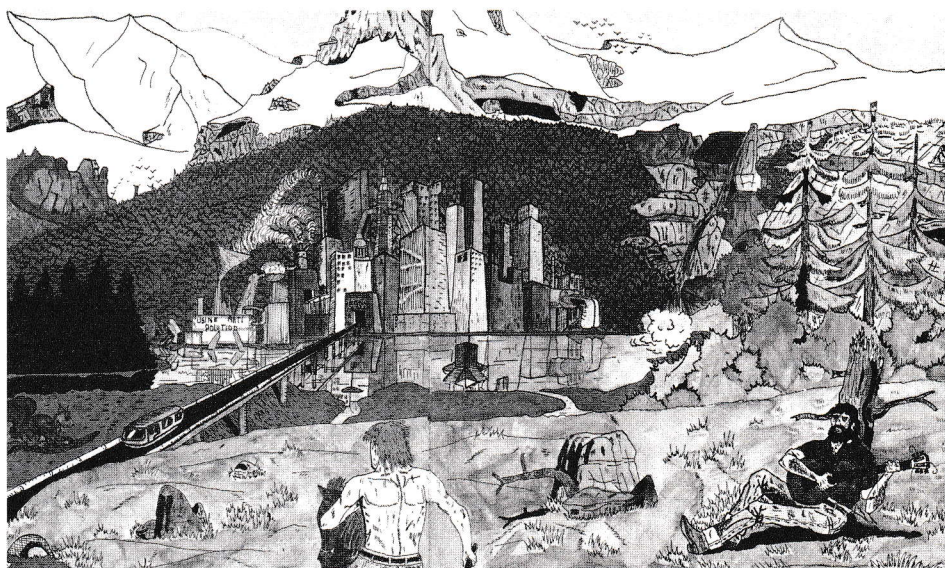
une croissance soutenue détruira de plus en plus de ressources de notre vieux continent.

Toutes ces incompatibilités développent les tensions psychologiques, exacerbent les tensions sociales et multiplient les possibilités de blocage et de crise grave de nos économies.

Pour une Europe qui se préoccuperait de ses habitants

L'analyse des modes de vie et de leurs transformations ne fait apparaître ni des traits spécifiques aux Neuf, ni surtout de réponse communautaire aux problèmes soulevés. Certes, plusieurs dizaines d'années seront sans doute encore nécessaires pour qu'apparaissent des traits propres à la vie dans le Marché commun ; et, pour le moment, on ne peut observer une communauté de modèles de vie et de tendances évolutives qu'au niveau de toute l'Europe occidentale. Mais n'aurait-on pu, d'ores et déjà, faire certaines évaluations ? Ainsi, l'Europe occidentale a rarement connu des périodes de paix aussi longues que celle que nous connaissons depuis 1945. N'est-ce pas à mettre à l'actif du Traité de Rome ? A l'inverse, la réalisation du Marché commun n'a-t-elle pas contribué à accroître l'emprise des grands capitaux ? A creuser le fossé entre les régions industrielles riches, dont elle a hâté le passage au type post-industriel, et les

14 000 dessins d'enfants ou de jeunes ont été rassemblés, en France, en 1977, par une compagnie d'assurances (UAP-Vie), sur le thème : Quelle France en l'an 2000 souhaitez-tu ? Ici le double thème de la société urbaine et de l'anti-ville...





régions encore rurales et pauvres, à la périphérie des Six, puis des Neuf ?

Enfin, ne peut-on dès à présent apprécier l'impact, sur la vie concrète des habitants, des multiples mesures communautaires d'harmonisation du droit du travail, du droit des personnes, de la consommation ; plus largement des dispositions permettant la libre circulation des personnes, des biens et des idées ?

Si, du point de vue des modes de vie, la Communauté européenne n'existe pas, si ses habitants ne se définissent pas comme Européens, c'est sans doute parce qu'elle ne se préoccupe pas de ses habitants. Elle reste avant tout un marché, c'est-à-dire un enjeu pour les grandes entreprises ; et non une « cité », c'est-à-dire, un enjeu politique (au sens fort) des combats de tous les habitants pour une meilleure existence quotidienne.

Objectif : l'abondance sans le désarroi

Garder les avantages de l'abondance post-industrielle, c'est viser un haut niveau d'ins-

truction et d'information, une espérance de vie élevée, une grande qualité des équipements collectifs, et une solidarité accrue. Minimiser les inconvénients, c'est d'abord et surtout effectuer un « ralentissement contrôlé » du changement social et donc économique. Il faudra sans doute réduire le taux de croissance sur longue période — c'est-à-dire distinguer le superflu de l'indispensable, pour échapper à la spirale expansionniste où, de nouveau, nous perdrons la maîtrise du changement.

Il faut aussi réorienter cette croissance dans un sens plus humain, c'est-à-dire, tenir compte des besoins réels des individus et non plus des besoins de l'expansion capitaliste.

Ce ralentissement et cette réorientation de la croissance passent par l'invention d'un nouveau mode de production — s'il est vrai, comme l'indique notre analyse, que le mode de vie est très directement lié au mode de production dans nos régions modernes.

La liste des problèmes évoqués plus

haut permet d'établir le « cahier des charges » de cette tâche immense. On ne peut prétendre réformer le travail et prévenir l'injustice sans modifier profondément les rapports hiérarchiques, reconstruire un travail qualifié et responsable, et sans doute revenir à des unités de production petites et moyennes. On ne saurait aménager une vie plus humaine sans redonner une existence économique, intellectuelle et culturelle au « petit pays », village ou quartier, et sans renouer avec un urbanisme proche de la nature, dispersant les emplois, favorisant la renaissance de communautés concrètes d'appartenance.

Les moyens : aménagement d'une croissance humaine.

Le cahier des charges qui peut ainsi être défini montre l'importance de l'action à entreprendre. Trois conditions sont à réunir si l'on veut avoir quelque chance de réussir :

- il faut initier des recherches permettant de mieux connaître les causes des évolutions annoncées et de préciser les conditions tech-



Uniformité, froideur ; le mode de vie « nordique » gagne du terrain. L'Europe devra déplacer vers la Méditerranée son centre de gravité. Les régions de la Méditerranée deviendront-elles demain une vaste réserve indienne ?

niques de réalisation d'une réorientation ;
- il faut fournir à toutes les forces vives, politiques, syndicales, régionales de l'Europe un lieu de réflexion et de discussion autour d'autres modes de vie résultant d'autres desseins politico-économiques de sociétés ;
- il faudra enfin parvenir à cette politique de réaménagement du mode de vie.

Susciter une renaissance méditerranéenne

Si l'on entreprend de défendre les dizaines de millions d'Européens en voie de marginalisation, en même temps que leurs modes de vie traditionnels, il faut éviter deux risques : celui de se borner à bâtir quelques musées folkloriques, et celui d'aller jusqu'à consti-

tuer de nouvelles réserves d'Indiens. L'objectif doit être de redonner vie aux régions « dominées » en leur accordant une reconnaissance, mais surtout une existence politique, économiques et culturelle réelle. Trois catégories d'actions iraient en ce sens.

Il importe d'encourager dans tous les domaines une décentralisation poussée, qui d'ailleurs s'inscrit bien dans la logique de l'aménagement d'un mode de vie plus humain. Les actions spécifiques de la Communauté devraient se situer non pas à l'échelle de régions (chacune isolément ne parviendra pas à renverser le rapport de force avec les régions dominantes), mais de larges regroupements de régions périphériques, rassemblées autour d'intérêts culturels ou économiques communs.

Il nous semble que l'action la plus efficace pour compenser la pénétration du mode de vie septentrional serait de rééquilibrer la Communauté en déplaçant vers la Méditerranée son « centre de gravité », à la fois géographique, politique, économique, démographique et culturel.

Ce rééquilibrage passera certainement par une ouverture à des pays tels que l'Espagne, le Portugal et la Grèce ; par un renforcement des relations avec les autres pays riverains de la Méditerranée (indépendamment des intérêts politiques et économiques qui justifient un rapprochement entre la Communauté et les pays arabes) ; et, peut-être, par l'établissement de contacts avec les pays latino-américains, qui participent au même héritage culturel que nous.

La Communauté pourrait enfin prendre une initiative beaucoup plus limitée, mais intellectuellement hardie : celle de faciliter la recherche d'une synthèse harmonieuse des deux modes de vie méditerranéen et septentrional.

Ainsi, sous l'influence de la culture germanique, on voit peu à peu disparaître tous les moyens d'« enfermement » de la femme méditerranéenne : les crimes d'honneur qui renforçaient les tabous de la virginité et de l'adultère, la dévalorisation du travail féminin, les entraves au divorce et à l'avortement, le temps considérable consacré aux enfants et aux repas, l'incapacité juridique de la femme mariée... A l'inverse, on aimerait réinventer une civilisation où les habitants des grandes villes sauraient mieux prendre le temps de jouir de la vie et retrouveraient le sens de la chaleur humaine et de la solidarité au sein de la communauté d'appartenance. Utopies, peut-être, mais qui incitent à construire un autre monde, au lieu de « rafistoler » la croissance : la recherche d'un autre modèle de vie post-industriel pourra étudier avec fruit les valeurs véhiculées par les sociétés de type ruralo-traditionnel, l'équilibre agro-industriel réalisé par certaines autres régions, enfin les types d'urbanisme et d'aménagement de la vie quotidienne empruntés, au présent ou au passé des régions aujourd'hui périphériques, notamment en Méditerranée.

Cette réorientation de la croissance, cette modification des rapports entre les deux modèles de vie, ne se feront qu'au prix de conflits et luttes d'influence entre régions, et entre classes. Mais loin d'occulter ces nouveaux enjeux, la CEE se doit d'y sensibiliser toutes les parties prenantes. Elle gagnera un surcroît d'âme aux yeux de ses habitants, si elle sait devenir le lieu privilégié d'une réflexion et d'un combat pour une croissance plus humaine, comme pour une renaissance méditerranéenne.

V. S..